

ÉDITORIAL

C'est un réel bonheur de signer pour la première fois l'éditorial des *Cahiers d'histoire du temps présent* en tant que nouvelle rédactrice en chef. Ce bonheur est pluriel. Il tient tout d'abord à la qualité des textes présentés. Au nom de la rédaction, nous sommes en effet particulièrement heureux de publier l'importante contribution d'Herman Van Goethem qui envisage la question des pratiques administratives en Belgique occupée. Cet article propose une nouvelle approche qui, si elle ne manquera pas de susciter la discussion, sera également incontournable pour aborder désormais la question du rôle des administrations locales dans les mécanismes de mise en œuvre de la solution finale. Herman Van Goethem nous éclaire sur les possibilités offertes en la matière par le droit international, en l'occurrence la convention de La Haye, ratifiée par le Parlement belge en 1910. Il nous montre également le désarroi dans lequel certaines des plus hautes autorités administratives ont laissé le personnel communal. Une fois encore l'article pose le problème de la singularité anversoise, une question essentielle qui est également au cœur de la contribution de Lieven Saerens. Celui-ci se livre à une comptabilisation extrêmement précise qui nous permet d'appréhender l'arrestation des Juifs anversois au niveau le plus local, c'est-à-dire rue par rue. Il met en lumière la vulnérabilité extrême des Juifs d'Anvers et la quasi impossibilité d'échapper à leur tragique destinée, tant il est vrai que certains mécanismes d'aide qui ont pu jouer dans d'autres villes – et l'exemple bruxellois est évoqué – ont singulièrement fait défaut dans la métropole.

La question du génocide est, depuis plusieurs années, au cœur des débats historiographiques et de société. Demeure également au centre des 'préoccupations historiennes' la question de la répression. Si elle apparaît avant tout à d'aucuns comme un enjeu de mémoire, n'oublions pas qu'elle est aussi et surtout question d'histoire. Si nombre d'aspects de cette politique ont déjà fait l'objet de multiples études, des pans entiers de la problématique restent à étudier. Deux jeunes historiens concourent, dans ce numéro, à enrichir le débat. Dans un cas comme dans l'autre, l'article est inspiré d'un mémoire de licence, devenu depuis lors jalon initial d'une thèse de doctorat. La première de ces contributions traite du droit de grâce, semble-t-il droit régalien par excellence, mais qui, au-delà des apparences, a davantage été sous le contrôle des ministres de la Justice successifs que du Régent. Quelles ont été les positions des différents auteurs dans cette délicate question et quelles ont été leurs motivations, tels sont les enjeux essentiels de la contribution de Koen Aerts. Il est tout aussi intéressant d'approcher le phénomène de l'épuration tel qu'il a été vécu à l'intérieur d'un corps constitué et non des moindres puisqu'il s'agit de la gendarmerie belge, garante du maintien de l'ordre, elle-même contrainte de faire le nettoyage dans ses propres rangs. C'est ce à quoi s'est attelé Jonas Campion.

Autre sujet socialement explosif : l'immigration. Objet d'un intense débat de société, la question des migrations ne peut s'envisager que sur le long terme. Comment et dans quelles circonstances des populations ont-elles quitté leur pays d'origine pour s'établir – dans le cas qui nous occupe – en Belgique ? Mazyar Khoojinian nous entraîne dans l'histoire de cette immigration turque à une époque où la Belgique, et plus particu-

lièrement son secteur minier, manquaient une fois de plus de main-d'œuvre et où la vigueur des travailleurs anatoliens était saluée par tous.

Les *CHTP* sont aussi un lieu de débats comme il en existe peu dans notre communauté scientifique. Willem Erauw nous invite à nous replonger dans les discussions essentielles suscitées par les enjeux de mémoire et le devoir de mémoire; un thème qui ne cesse de rebondir comme l'a encore récemment montré la proposition de loi des sénateurs Alain Destexhe et Isabelle Durant portant sur la création d'une "commission spéciale chargée d'étudier les relations entre les autorités politiques nationales, la recherche historique et les demandes de la société en matière d'histoire et de mémoire". Mais les débats ne se cantonnent bien évidemment pas aux articles. À travers la lecture approfondie, par Antoon Vrints, de l'ouvrage de Bruno Benvindo sur les soldats belges de 14-18 entre ténacité et désillusion, mais aussi par le biais de la "Bibliothèque", c'est tout un champ de discussion que les *CHTP* souhaitent ouvrir, comme à chacun de leurs numéros. Épinglons encore la rubrique "Histoire économique" qui – une fois n'est pas coutume – est particulièrement riche en recensions.

Mais mon bonheur de rédactrice en chef tient également au profil des auteurs des articles. Trois d'entre eux sont en effet l'œuvre de jeunes historiens. En 2004, mon prédécesseur Rudi Van Doorslaer déplorait la raréfaction de l'offre, épinglant la difficulté pour une revue comme la nôtre d'offrir suffisamment d'articles de qualité. Il ne s'agit certes pas de lancer des cocoricos et d'affirmer que désormais tout va bien mais plutôt de se réjouir de la qualité des contributions proposées et d'espérer que cette tendance ira en se confirmant tant il est vrai que d'autres éléments probants attestent à la fois de la croissance du nombre d'historiens en général et des jeunes chercheurs de qualité en particulier. C'est à ces derniers que nous renouvelons notre appel à contributions. Ce numéro démontre à suffisance que la relève existe et ce dans l'ensemble des universités du pays.

Enfin, mon bonheur tient aussi à l'opportunité qui m'est offerte de poursuivre l'entreprise initiée il y a aujourd'hui dix ans, lorsque les *Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* étaient remplacés par les *Cahiers d'histoire du temps présent*. Cette dynamique est le fruit de toute l'équipe rédactionnelle qui a accompagné Rudi Van Doorslaer depuis les débuts, équipe qui s'est constamment investie et a œuvré à la qualité de la revue. En l'espace d'une décennie, les *CHTP* ont incontestablement trouvé leur place dans la communauté historique. Ils ont confirmé leur volonté d'être un lieu de rencontre pour les chercheurs des deux communautés et de l'ensemble des universités du pays, sans oublier l'ouverture que constitue la présence au sein de sa rédaction de chercheurs étrangers ayant des liens privilégiés avec la Belgique. Les *CHTP* ont pu prendre leur part dans le renouveau de l'historiographie, proposant notamment des numéros thématiques sur la Première Guerre mondiale, les femmes, la jeunesse, le nationalisme... Cette évolution va se poursuivre et j'ai d'ores et déjà le plaisir d'annoncer que deux numéros thématiques sont en préparation : l'un consacré à la décennie 1970, qui fera la part belle à l'histoire culturelle, et l'autre voué à la "fascination historique" ou

comment les lieux chargés d'histoire ont pris une place essentielle dans notre imaginaire contemporain. D'autres thèmes, d'autres questions ne manqueront pas d'alimenter nos prochains numéros, comme autant d'échos offerts à la fois aux recherches initiées au sein même du CEGES, mais aussi dans la communauté des chercheurs dans son ensemble.

Mais une revue n'est rien sans ses auteurs et... ses lecteurs. C'est à eux d'abord que je songe en espérant qu'ils apprécieront autant que moi les contributions proposées, leur diversité et leur nouveauté. Bonne lecture !

Chantal Kesteloot